

SAMEDI 28 NOVEMBRE, TOUS MOBILISÉS : POUR LA DÉFENSE DE NOS LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES ! POUR L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR LA « SÉCURITÉ GLOBALE » !

Mardi 17 novembre a commencé l'examen par l'Assemblée Nationale de la proposition de loi de la majorité gouvernementale sur "la sécurité globale". Ce texte contient de graves atteintes aux libertés publiques fondamentales comme la liberté de la presse, la liberté d'expression, mais aussi les libertés de circulation, de manifestation, avec le renforcement des moyens de contrôle et de surveillance généralisée de la population notamment par l'utilisation systématique des drones et des caméras.

Les violences dont ont été victimes les migrants demandeurs d'asile et ceux qui les soutiennent, le lundi 23 novembre, à Paris, sont l'illustration de ces mesures liberticides. Dans une telle situation, la saisie de l'IGPN ne peut constituer une réponse satisfaisante aux menaces que font peser ces violences sur les libertés.

Les mesures de la loi sur la « sécurité globale » viendraient s'ajouter aux diverses restrictions des libertés publiques et au renforcement des moyens de contrôle et de répression accompagnant **l'état d'urgence sanitaire** qui a été rétabli en octobre et prolongé **jusqu'au 16 février 2021**. Avec cette prolongation, cela fera, en durée cumulée depuis 2015, près de trois années que la France aura été gouvernée sous un régime de pouvoirs exceptionnels.

Cette escalade autoritaire est d'autant plus inquiétante que, sous l'effet combiné de la crise sanitaire, des plans de licenciements, de la poursuite des mesures gouvernementales de déréglementation, de réduction des dépenses publiques, et des

contre-réformes remettant en cause les services publics, la situation des salariés se dégrade à une vitesse alarmante.

Tandis que l'Unédic prévoit **près d'un million de chômeurs supplémentaires** pour la fin de cette année 2020, le nombre de personnes vivant **sous le seuil de pauvreté** monétaire (1063 euros par mois) pourrait franchir la barre des **10 millions** dans la même période.

Et pendant qu'il confine la population et restreint les libertés au nom de l'urgence sanitaire, ce gouvernement poursuit, comme ses prédécesseurs, les **mesures de réduction des dépenses de santé** supprimant des postes de soignants, des lits d'hôpitaux (**7 500 suppressions en 3 ans**) laissant les services et les personnels hospitaliers démunis pour contrer l'épidémie de coronavirus.

De même, nos organisations dénoncent le fait qu'une majorité de sénateurs se soient saisie de cette situation pour voter le 14 novembre un **amendement à la loi de financement de la Sécurité sociale remettant à l'ordre du jour la réforme des retraites** avec le recul de l'âge de départ à 63 ans et l'allongement de la durée de cotisation à 43 années.

Pour les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires de l'Aisne, ainsi que la Libre Pensée et la Ligue des Droits de l'Homme 02, la répression ne peut être la réponse aux revendications et "l'urgence sanitaire" ne peut justifier la réduction des libertés individuelles et collectives indispensables à l'exercice des libertés syndicales et associatives, à plus forte raison dans une telle situation de crise économique et sociale. Le 17 novembre, et à nouveau le 21, des milliers de salariés, de jeunes, de citoyens se sont rassemblés dans tout le pays contre la proposition de loi sur "la sécurité globale". De nouveaux rassemblements sont prévus **samedi 28 novembre**, notamment à l'appel de plusieurs organisations syndicales et professionnelles de journalistes.

Nos organisations déclarent leur soutien total à ces mobilisations et appellent les salariés, les jeunes et les retraités à se rassembler, dans le respect des règles de protection sanitaire, samedi 28 novembre, à 10H00, place du 8 octobre, à Saint Quentin pour :

- **LA LEVÉE IMMÉDIATE DE L'ÉTAT D'URGENCE ET DES MESURES DE RESTRICTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ;**
- **L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR "LA SÉCURITÉ GLOBALE" ;**
- **LE RÉTABLISSEMENT PLEIN ET ENTIER DES LIBERTÉS DE SE RÉUNIR, DE SE RASSEMBLER ET DE MANIFESTER.**

Samedi 28 novembre, à 10H00

TOUS AU RASSEMBLEMENT PLACE DU 8 OCTOBRE, À SAINT QUENTIN !